

[Carlota Pérez : "La jeunesse gaspille son talent dans la chimère des cryptomonnaies" - L'Express \(lexpress.fr\)](https://www.lexpress.fr/actualite/economie/carlota-perez-la-jeunesse-gaspille-son-talent-dans-la-chimere-des-cryptomonnaies)

Grand entretien

Carlota Pérez : "La jeunesse gaspille son talent dans la chimère des cryptomonnaies"

Spécialiste de l'innovation, l'économiste de 82 ans explique comment la révolution numérique, associée à la transition écologique, pourrait nous mener vers un "âge d'or".

DANS L'HEBDO DU 16 JUIN Durée : 22 min



"Alors que les décroissants veulent se débarrasser des capitalistes, les fans des cryptomonnaies veulent en finir avec l'Etat et toute autorité centrale. Ce sont les nouvelles formes de rébellion", analyse l'économiste Carlota Pérez.

Marco Bello / Getty Images via AFP

Propos recueillis par Thomas Mahler

Publié le 12/06/2022 à 09:00

[Partager cet article](#)

A 82 ans, elle n'a jamais été aussi en vogue. Professeure honoraire à l'Institute for innovation and public purpose attaché à l'University College de Londres, Carlota Pérez fait figure de gourou dans la Silicon Valley. Mais elle vient aussi d'être consultée par le Parlement européen, inquiet pour l'avenir du Vieux Continent. Et elle sera l'une des invitées vedettes de la conférence USI qui se tient les 27 et 28 juin au Palais Brongniart à Paris.

Née au Venezuela, l'économiste s'est imposée comme l'une des grandes spécialistes de l'innovation, en associant les travaux de Joseph Schumpeter sur la destruction créatrice à ceux de Nicolai Kondratiev sur les cycles de l'économie. Sa grande idée? Depuis deux cent cinquante ans, le progrès technologique repose sur la répétition d'un même modèle. Il y a eu la révolution industrielle à la fin du XVIIIe siècle (machines et usines), la révolution de la vapeur, du charbon et des chemins de fer

vers 1830, celle de l'acier, de l'électricité et de l'ingénierie (1875), celle du pétrole, de l'automobile et de la production de masse au début du XXe siècle. Et enfin, l'actuelle révolution des technologies de l'information commencée au début des années 1970. A chaque fois, selon elle, il y a eu une "période d'installation" dans laquelle les nouvelles technologies se développent, imposant de nouvelles façons de penser (comme dans les années 1920). Mais elles produisent aussi des frénésies financières et des inégalités. Suit le "tournant", une période de crise économique et d'instabilité (la Grande Dépression des années 1930). Le cycle se conclut par un "âge d'or" durant laquelle la société entière améliore son niveau de vie (les Trente Glorieuses). Jusqu'à ce que la productivité s'épuise, et qu'un nouveau cycle débute.

Se remettant tout juste d'une opération de la cataracte, Carlota Pérez a accordé un entretien exceptionnel à L'Express. L'économiste avertit contre les risques d'un krach et d'une recension, mais explique aussi pourquoi il ne faut pas désespérer, et ce que doivent faire les gouvernements comme les entreprises afin d'arriver enfin à un "âge d'or" de la révolution numérique et à une vraie transition écologique (plutôt qu'à une décroissance selon elle parfaitement illusoire). Carlota Pérez critique vertement le "casino financier" des cryptomonnaies, une position d'autant plus forte que les adeptes des bitcoins se réfèrent souvent à ses cycles. Enfin, la native de Caracas ne mâche pas ses mots sur la "catastrophe" de l'expérience vénézuélienne sous la houlette d'Hugo Chavez puis Nicolas Maduro.

L'Express : Pourquoi avez-vous voulu consacrer votre carrière d'économiste aux innovations, et à la relation entre les révolutions technologiques et les booms ou krachs financiers?

Carlota Pérez : Comme bien des Latino-Américains de ma génération, j'ai été marxiste dans ma jeunesse. J'étais convaincue que la technologie (dans le jargon marxiste, "les forces productives") jouait un rôle important dans l'organisation de l'économie et de la société ("le mode de production"). Mais j'ai été rapidement déçue par le "camp socialiste" qui était censé être supérieur, mais utilisait les mêmes technologies et ne faisait nullement rêver. La théorie était donc fautive, mais il y avait peut-être des choses intéressantes à conserver.

L'économiste d'origine vénézuélienne Carlota Pérez.
University of Sussex

Au moment du choc pétrolier, je travaillais dans une université au Venezuela, et nous nous demandions comment l'Opep [NDLR : Organisation des pays exportateurs de pétrole NDLR] avait été capable de tripler les prix sans qu'on ne s'y oppose. Quoiqu'il en soit, j'étais certaine que cela induirait des changements technologiques, qui à leur tour engendreraient d'autres changements. J'ai ainsi commencé mes recherches sur la technologie. J'ai découvert que le rôle du pétrole en économie avait été immense.

Le carburant et les matériaux synthétiques de la pétrochimie ont façonné l'industrie, les services et la consommation. Est-ce que ça allait continuer avec la hausse des prix du pétrole ? Je me suis rapidement intéressée à la microélectronique, et j'ai réalisé que ce serait une vraie révolution, et que la microélectronique à bon marché allait remplacer le pétrole bon marché comme nouveau moteur de l'innovation. La question de comment les technologies remodelent les sociétés, et comment, en retour, les sociétés absorbent ces révolutions technologiques, est ainsi devenue l'obsession de ma vie.

"Hitler a accusé les juifs, Staline les capitalistes. Aujourd'hui, ce seraient les musulmans, les immigrés, les élites, les politiciens, ou bien sûr, toujours, les capitalistes"

Dans *Technological Revolutions and Financial Capital* (2002) vous montriez que les différentes innovations technologiques (vapeur et rail, électricité, pétrole et automobiles...) suivaient le même modèle. Comment fonctionnent ces cycles?

L'idée la plus importante à comprendre est que si le changement technologique se fait par des révolutions, c'est dû au fonctionnement des marchés. Une fois qu'un ensemble d'innovations est perçu comme permettant un saut en matière de productivité, mais aussi des opportunités lucratives de demande, les marchés s'en emparent. Le paradigme de cette révolution s'impose à tous. Cela continue jusqu'à ce qu'on arrive à une maturité. Quand les marchés sont saturés, et qu'il n'est plus possible d'accroître la productivité ou de rajouter de nouveaux produits ou services en lien avec une technologie (l'ouvre-boîte électrique est par exemple l'un des dernières innovations en matière d'appareils électroménagers), c'est la fin de partie. Il y a alors besoin d'une nouvelle révolution. A ce moment-là, la finance est déjà devenue impatiente, et a commencé à investir dans des innovations inédites, qui se rejoindront bientôt pour fournir de nouvelles directions qui pourront à la fois moderniser les industries existantes et en créer de nouvelles.

Mais le chemin est chaotique. Faire basculer toute une économie d'une façon de faire à une autre implique ce que Schumpeter nommait la "destruction créatrice". Durant les premières décennies - ce que j'appelle la "période d'installation" -, les nouvelles technologies se répandent à travers une grande expérience qui détermine, parmi les nombreux produits et services possibles, lesquels vont prévaloir, et quelles entreprises vont devenir de nouveaux leaders. Durant ce processus, ces technologies détruisent d'autres entreprises, des emplois et des compétences, pour en créer de nouveaux. Mais les nouveaux emplois ne vont pas nécessairement revenir aux travailleurs, aux villes ou aux régions qui ont été impactés par ces changements. Des commerces, industries, régions et même des pays entiers peuvent en souffrir. En même temps, de nombreux nouveaux millionnaires émergent, grâce à des produits à

succès de la révolution technologique. La ruée vers l'argent visant à imiter ces succès conduit à une bulle financière, et se finit par un krach.

La réalité des inégalités devient alors visible, et des leaders populistes sont perçus comme étant des sauveurs par ceux qui se sentent délaissés, et qui tendent à vouloir trouver un bouc émissaire. Hitler a accusé les juifs, Staline les capitalistes. Aujourd'hui, ce seraient les musulmans, les immigrés, les élites, les politiciens, ou bien sûr, toujours, les capitalistes. Le système en place est en danger ; une croissance pacifique devient difficile. C'est ce que j'appelle le "tournant" de la révolution, le moment où il devient clair que le capital financier a été découplé de la production, et que l'Etat devrait intervenir afin que la production reprenne la main. C'est à ce moment-là que des responsables politiques centristes comprennent la nécessité d'une refonte sociopolitique complète, afin de créer un jeu gagnant-gagnant entre les entreprises et la société. Cela conduit à ce que j'appelle la période du "déploiement", quand les nouvelles technologies et les nouveaux modes de vie portent l'économie entière. C'est l'âge d'or de chaque révolution : l'ère victorienne, la Belle Epoque, les Trente Glorieuses...

Selon votre théorie, la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) a débuté en 1971, avec la commercialisation du premier microprocesseur par Intel. Aujourd'hui, nous serions toujours dans la phase du "tournant", caractérisée par le populisme et l'instabilité économique et politique. Comment expliquer que, cinquante ans après, nous soyons toujours dans une période de crise?

C'est une question très pertinente. La révolution des TIC a été marquée par la plus longue "période d'installation" et le plus long "tournant". Rien ne semble montrer aujourd'hui que nous arriverons à un "âge d'or", qui n'est nullement acquis. Il y a beaucoup d'explications à cela, mais la raison principale est que la finance est devenue une sorte de casino global qui permet de se faire plus d'argent grâce à des instruments financiers, plutôt que d'investir dans l'économie réelle. Le sauvetage de la finance avec des tonnes de liquidités à travers le plan Paulson en 2008 ou l'assouplissement quantitatif [NDLR : politique monétaire consistant au rachat par la banque centrale de titres de dettes afin d'injecter de l'argent dans l'économie], sans conditions ou régulation, a été catastrophique. Cela a aggravé le découplage entre la finance et la production. Or les "âges d'or" nécessitent justement un recouplage.

Une autre raison importante est que près de deux milliards de personnes sont entrées sur le marché économique suite à l'effondrement du bloc socialiste, ce qui a dopé les économies capitalistes qui avaient connu une inflation et un chômage conséquents dans les années 1980. La mondialisation - tout particulièrement la Chine - a redonné un nouveau souffle à la révolution de la production de masse, qui était pourtant en voie d'épuisement, en combinant une main-d'oeuvre à bas prix et aux horaires de travail étendus avec l'émergence d'une nouvelle demande de masse pour

le mode de vie américain. Ajoutez à cela que la révolution des TIC est la première à passer de la mécanisation d'un travail manuel à la mécanisation d'un travail cérébral. Et vous comprenez pourquoi cette révolution aurait de toute façon pris plus de temps pour se répandre que les précédentes, même sans l'actuel découplage entre la finance et la production.

L'époque n'incite pas à l'optimisme. Pourtant, vous croyez toujours à l'avènement possible d'un "âge d'or" lié à cette révolution numérique. A quoi pourrait-il ressembler?

Les "tournants" n'ont par définition pas été des époques d'optimisme, mais de désespoir d'un côté, et de recherche de nouvelles voies de l'autre. Comme je l'ai dit, les gouvernements doivent créer les conditions permettant un jeu gagnant-gagnant entre les entreprises et la société. Cela passe par des politiques définissant des directions pour le développement, à partir de celles que l'on a déjà observées durant la diffusion des nouvelles technologies. C'est un changement de contexte, un basculement des règles du jeu. Celles-ci doivent rendre plus rentables l'innovation et l'investissement dans les directions qui sont bonnes pour l'ensemble de la société.

Compte tenu de leur caractère immatériel, les technologies de l'information sont particulièrement bien placées pour faire face aux défis environnementaux. Une croissance intelligente, verte, équitable et mondiale permettrait l'accès à un "âge d'or" véritablement planétaire de cette société de l'information. Un développement réellement mondialisé permettrait de stimuler une demande pour des biens d'équipement et d'ingénierie, ce qui doperait à son tour l'investissement et l'innovation verte dans les pays les plus avancés. Les technologies de l'information s'engageraient alors bien plus dans des collaborations avec d'autres scientifiques et ingénieurs spécialisés en biologie, en matériaux, en chimie ou en médecine. L'objectif est de sérieusement faire face aux énormes défis en matière d'environnement, de santé, de logement, d'énergie, et tout ce qui est nécessaire afin d'améliorer les conditions de vie de tous les humains, tout en préservant la planète pour nos enfants et petits-enfants. Mais cela implique un retour à la réalité, plutôt que d'investir dans les jeux vidéo, le métavers, les cryptomonnaies et tous ces moyens d'évasion vers des mondes purement numériques, dans lesquels hélas certains de nos meilleurs esprits s'échappent aujourd'hui, encouragés en cela par le capital-risque...

"Nous passerons de la possession à la location, des produits aux services, des déchets à la conservation..."

Selon vous, chaque révolution technologique a également provoqué d'importants changements sociaux et de nouveaux modes de vie. La vapeur, le charbon, le fer et le chemin de fer ont par exemple favorisé le mode de vie victorien. Quels seront les nouveaux modes de vie liés à la révolution du numérique?

Les modes de vie ont changé à chaque révolution technologique, du fait des nouveaux emplois qui ont remplacé ceux ayant perdu leur productivité. En dehors du rôle que les technologies numériques jouent déjà dans nos activités anciennes ou nouvelles, il y aura sans doute une évolution d'une vie sédentaire vers plus d'exercices physiques et vers une meilleure santé. Nous passerons aussi des aliments transformés et en conserve à des produits frais (possiblement cultivés localement ou en culture hydroponique dans les villes), de la possession à la location, des produits aux services, des déchets à la conservation et à la maintenance (ce qui signifie que nous allons abandonner les produits jetables de faibles qualités pour des produits de haute qualité). L'éducation est déjà en train de devenir un bien plus important qu'une maison.

Sans surprise, cela ressemble au mode de vie de l'élite. Le même phénomène se reproduit à chaque fois. Les riches et les plus diplômés sont les premiers à expérimenter ces changements, et à mesure que la demande augmente, ce qui était jusque-là considéré comme des produits de luxe devient abordable, et se propage à d'autres couches de la population. Chaque révolution technologique a ainsi amélioré les vies d'autres classes sociales, nous faisant passer des "usines sataniques" dénoncées par le poète William Blake au début du XIXe siècle à des travailleurs propriétaires de leur logement et de leur voiture. Cette fois-ci, si nous faisons les choses bien, une bonne partie des pays du Sud pourraient voir l'augmentation de leur niveau de vie.

Vous rappelez que les gouvernements ont joué un rôle important pour l'avènement d' "âges d'or" dans le passé. Que devraient faire aujourd'hui nos dirigeants ?

Oui, les marchés seuls ne peuvent faire cette transition. L'étendue des opportunités créées par chaque révolution technologique est si large que le fordisme a été appliqué non seulement pour développer les sociétés de consommation, mais aussi - avec l'aide de Henry Ford lui-même - par Hitler et Staline comme base de leurs systèmes respectifs. L'âge d'or de l'après-guerre dans l'Occident démocratique est le fruit de la révolution de la production de masse, mais a aussi été façonné par des politiques gouvernementales réfléchies : l'assurance-chômage (afin que vous puissiez continuer à financer votre voiture ou votre logement même en perdant votre emploi), des syndicats puissants soutenus par les Etats, les retraites, l'assurance maladie, le soutien du gouvernement aux prêts hypothécaires, l'éducation gratuite, les subventions aux agriculteurs, la semaine à 40 heures (afin d'avoir du temps pour consommer le week-end)... Cela s'est fait à un niveau national, mais aussi à travers un ensemble d'institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI, la conversion en or des dollars, le Gatt, le Plan Marshall, les Nations unies... Il est ridicule de prétendre que cette période de croissance après la Deuxième Guerre mondiale aurait pu avoir lieu grâce aux seuls marchés, sans un cadre institutionnel révolutionnaire qui a apporté un soutien et donné une direction afin que le libre

marché fonctionne de manière rentable dans un environnement stable. Et cette stabilité a été assurée par les politiques keynésiennes mises en place par les gouvernements nationaux.

Bien plus tard, quand le fordisme arrivé à maturité a conduit à la stagflation, et que les politiques keynésiennes ne pouvaient plus opposer l'inflation au chômage et réciproquement, il a été facile pour les partisans du libre marché de critiquer l'intervention de l'Etat, en plaidant pour un règne libre des marchés. Ces mesures néolibérales ont effectivement été bonnes pour permettre à la révolution de la microélectronique d'expérimenter de façon libre, mais elles ont été maintenues plus longtemps que nécessaires et poussées à leur extrême. Les krachs provoqués par des bulles ont ruiné des ménages et des entreprises.

Aujourd'hui, nous avons besoin de nouvelles institutions afin d'orienter l'innovation et l'investissement, du local jusqu'au multinational et même au niveau mondial. Nous devons moderniser les organisations existantes, non pas seulement en numérisant de vieilles procédures bureaucratiques - ce qui serait presque pire - mais en les modifiant radicalement, grâce à l'intelligence artificielle et à des procédures entièrement nouvelles. Les services publics devraient être aussi faciles à utiliser qu'Amazon.

Le système fiscal a besoin d'une refonte, avec deux objectifs à poursuivre. L'un est de favoriser l'investissement à long terme contre celui à court terme, ce qui peut être sans doute réalisé par une taxation très élevée sur les gains en capital d'un jour ou d'un mois, mais une imposition très réduite sur les gains sur dix ou quinze ans. L'autre est la transition écologique. Celle-ci pourrait être encouragée par des mesures comme le basculement d'une taxation des salaires et bénéfices à une taxation des matériaux, de l'énergie ou des transports. Du point de vue des revenus fiscaux, cela pourrait être neutre d'un point de vue des recettes fiscales, et sans conséquence pour le consommateur. Mais cela inciterait les entreprises à innover pour dématérialiser leur production, pour faire des économies d'énergie, pour rapprocher une partie de leur production des consommateurs et pour répondre aux besoins avec des services plutôt qu'avec des produits (comme on l'a déjà vu avec le streaming musical ou les e-books).

"L'Europe pourrait être le leader de la transition écologique"

Mais les Etats providence sont en crise du fait du vieillissement des populations occidentales comme de l'essor des dettes publiques. Le revenu universel (RU) pourrait-il être une solution?

Bien sûr que ces Etats providence sont en crise ! Des millions d'emplois ont été perdus du fait de la technologie et de la mondialisation. De plus en plus de

personnes sont des travailleurs indépendants ou dans la *gig-economy*. Les emplois de services sont mal rémunérés. Les Etats providence avaient été conçus pour une économie basée sur les emplois à vie, avec de courtes périodes de chômage. Ils ont aujourd'hui besoin d'une refonte. Et les niveaux de salaire aussi.

Oui, je pense que le revenu universel est une solution brillante et adéquate pour fournir un soutien social, compte tenu des formes actuelles d'emplois. Cela ferait disparaître la stigmatisation du chômage (qui n'est que rarement la faute des chômeurs) et accorderait une dignité à tous les citoyens. Ce RU pourrait être mis en oeuvre avec une intelligence artificielle et envoyé automatiquement sur des cartes de débit, sans aucune bureaucratie. Les impôts augmenteraient en fonction du montant exact, de sorte que ceux qui gagnent plus qu'un certain montant au-dessus du revenu de base le restitueraient en trois tranches. Cela garantirait que seuls ceux qui auraient réellement besoin du RU représenteraient un coût pour l'Etat. Et, avec les économies réalisées sur la bureaucratie, la criminalité, la faim ou la santé, cela pourrait même, au final, n'être qu'un coût minime, voire nul. Ce RU représenterait une demande stable pour les entreprises, et une amélioration en termes d'éducation, d'innovation, de protection pour les femmes restant au foyer, de meilleurs soins pour de nombreux enfants comme pour les personnes âgées.

L'Europe n'est nullement leader dans cette révolution numérique. Mais, selon vous, elle pourrait "mener la révolution sociologique et institutionnelle qui est aujourd'hui nécessaire". De quelle manière?

L'Europe a toujours été pionnière en termes de mesures sociales. Bismarck a introduit les premières assurances sociales pour les travailleurs à la fin du XIXe siècle. Les pays scandinaves ont été au premier plan pour l'Etat providence. Les Européens ont conscience que le capitalisme doit être équitable et bénéfique pour tous. Tous les pays européens ont des services publics de santé complets, et nombre d'entre eux ont toujours une éducation gratuite jusqu'à l'université. De ce fait, innover dans des politiques sociales appropriées, si on abandonne le fondamentalisme des marchés, devrait être plus facile à réaliser en Europe qu'aux Etats-Unis.

Il est vrai que dans le domaine technologique, les Etats-Unis ont été pionniers. Mais si on pense que la transition écologique est cruciale, alors il faut mettre la révolution numérique à son service et l'innovation, tant en matière de production que de consommation, peut être dirigée dans ce sens-là. Les Européens ont compris la gravité des menaces du fait des ressources limitées et du changement climatique. Le contexte social chez vous est favorable à cette transition. Créer un mode de vie écologique (tout comme des méthodes de production écologiques) pourrait faire de l'Europe le leader de cette transition, et l'imposer comme fournisseur de produits, services et technologies à destination des autres pays.

Quel est le rôle des entrepreneurs ? Vous regrettez que le monde de l'entreprise favorise trop souvent un gouvernement minimal et la simple austérité...

Le vent tourne. L'expérience de la pandémie du Covid-19, et la façon dont les entreprises ont dû s'adresser au gouvernement pour des aides, marque le début d'une évolution du point de vue des patrons et entrepreneurs. Le passage d'une approche centrée sur les actionnaires à une réflexion prenant en compte toutes les parties prenantes est désormais monnaie courante, tant à Davos que chez certains anciens fondamentalistes du marché. Les critères ESG (mesurant les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance) trouvent leur place sur les marchés boursiers. Il y a plus de 3 000 entreprises certifiées "B-corp" qui se sont engagées à "mettre en balance le profit et l'utilité sociale". Bien sûr, après quarante ans de libre marché, peu de personnes sont assez âgées pour avoir été actives à une époque où le soutien de l'Etat fonctionnait bien. Beaucoup ne réalisent pas non plus ce que le succès de certaines entreprises actuelles doit au soutien étatique, aux marchés publics, et à l'investissement public dans les technologies de pointe, comme l'a bien démontré l'économiste Mariana Mazzucato. Les innovations les plus importantes de la révolution de l'information, le microprocesseur et Internet, dépendaient des marchés publics pour le premier, et des investissements directs du gouvernement pour le second.

Durant la précédente révolution technologique, l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale a enseigné aux entreprises l'importance des marchés publics et de la demande de masse. Elles ont vite compris que les impôts et la répartition étaient la base pour maintenir une demande forte. Durant le mandat du républicain Eisenhower, dans les années 1950, le taux maximal d'imposition sur les revenus dépassait les 90 %. Mais l'argent allait au gouvernement, et revenait sous la forme de demande, d'infrastructures et d'autres mesures de soutien. N'oublions pas aujourd'hui que les dégâts environnementaux et les troubles sociaux peuvent être aussi mauvais pour les affaires que ne le fut la pandémie...

"La décroissance et les cryptomonnaies sont les nouvelles formes de rébellion"

Avec la montée de l'inflation et la guerre en Ukraine, les craintes d'une crise mondiale se font plus pressantes. Y aura-t-il bientôt un krach financier?

Je l'attends depuis un certain temps. La dette globale (comprenant les consommateurs, les entreprises et les gouvernements) fait trois fois le PIB mondial. C'est scandaleux ! Mais si vous gagniez plus d'argent en empruntant qu'en épargnant, et encore plus en rachetant des actions ou en jouant au casino financier plutôt qu'en investissant dans l'économie réelle, l'endettement était favorisé. Et si les entreprises ne trouvaient pas d'investisseurs patients, elles devaient contracter des

emprunts. Et si les gouvernements ne voulaient pas augmenter les impôts, alors même que la "destruction créatrice" accroissait les coûts sociaux, ils n'avaient d'autre choix que d'emprunter. C'est comme ça que les dettes se sont accumulées, et que les marchés boursiers ont atteint des niveaux astronomiques, sans rapport avec les dividendes et découplés de la croissance économique réelle. Tout cela a été aggravé par les gouvernements, qui ont injecté de l'argent dans le monde financier, en achetant des *junk bonds* [NDLR : obligations pourries] au prix de l'or, ou en rachetant de la dette.

Comme dans tout krach, il y a aura une récession, et beaucoup seront touchés, en particulier ceux qui sont entrés tardivement en bourse, attirés par les gains fantastiques. Mon espoir, si cela arrive, est que cela ne soit pas aussi grave que dans les années 1930, mais qu'en revanche, cette récession aura les mêmes conséquences que dans les années 1930 aux Etats-unis : régler sérieusement les banques (en séparant l'investissement des caisses d'épargne), aider les débiteurs et non pas les banques, renforcer les syndicats, créer les institutions appropriées. En d'autres termes, mettre en place le nouveau cadre socioinstitutionnel qui peut enfin déclencher un nouvel âge d'or.

Face au réchauffement climatique, de plus en plus de personnes prônent la décroissance. Vous y êtes opposée. Pourquoi?

Le problème n'est pas la taille de l'économie. Nous avons besoin d'une économie plus grande pour surmonter la pauvreté, et seules la richesse et une productivité élevée nous permettront d'arriver à ce résultat, si les politiques sont à la hauteur. L'enjeu n'est pas "le rythme de la croissance, mais la nature de la croissance et la répartition de ses fruits", comme l'expliquait mon défunt mari, l'économiste Chris Freeman, dans sa réponse au rapport du Club de Rome sur les "limites de la croissance", dans les années 1970. En orientant la technologie vers la transition écologique, nous allons dématérialiser l'économie. Mais si nous voulons que chaque famille au monde ait finalement un réfrigérateur, nous devons donner à ces appareils une durée de vie d'un siècle, en faisant appel à des matériaux recyclés, en passant à une économie locative basée sur des services de maintenance (avec l'impression 3D de pièces de rechange et des mises à jour). Le système permettrait à certains d'entrer pour la première fois dans la société de consommation en payant très peu pour un réfrigérateur qui fonctionne toujours bien, mais se loue pour pas cher.

Il faut aussi rendre plus rentables les investissements dans des produits et services écologiques, plutôt que de continuer sur d'anciennes voies. Cela implique que les consommateurs rejettent le gaspillage et privilégient les nouveaux produits et services durables. Cela requiert une croissance massive dans les services et les actifs intangibles, et des politiques qui les rendent accessibles à tous. Le nouvel Etat providence et la transition écologique sont les deux objectifs de cette transformation : les technologies numériques sont les principaux outils pour y parvenir.

Les cryptomonnaies représentent-elles une bulle?

Elles ne représentent rien de réel, c'était juste un bon investissement du fait de la masse de monnaie disponible. Une part importante du talent de la jeunesse a été gaspillée en essayant de faire des choses utiles à partir des tokens ou des plateformes. J'ai de l'espoir pour la blockchain, mais séparée des cryptomonnaies. Les monnaies numériques des banques centrales se développeront et elles seront très pratiques. Mais je ne pense pas que les cryptomonnaies puissent récupérer leur valeur après cet effondrement, même si les grandes banques d'investissement, désormais présentes dans le secteur, feront tout pour garder la fiction intacte, au moins jusqu'à ce qu'elles arrivent à en sortir.

Cela me fait de la peine de voir tant de jeunes pris dans la chimère des cryptomonnaies. Pire encore, ils sont pris dans une idéologie libertarienne qui considère qu'il est merveilleux de se débarrasser des banques centrales, même si, ce faisant, on ouvre les portes aux trafiquants de drogue, aux politiciens corrompus, aux fraudeurs fiscaux, aux rançongiciels et à tous les blanchisseurs d'argent. Alors que les décroissants veulent se débarrasser des capitalistes, les fans des cryptomonnaies veulent en finir avec l'État et toute autorité centrale. Ce sont les nouvelles formes de rébellion.

"L'économie vénézuélienne est revenue cinquante ans en arrière"

Votre pays de naissance, le Venezuela, était en 1950 le quatrième pays le plus riche du monde. Sous Maduro, les Vénézuéliens sont devenus plus pauvres qu'à l'époque. Comment expliquez-vous ce terrible appauvrissement?

C'est une tragédie et une catastrophe. La vérité, c'est qu'Hugo Chavez, après avoir tenté un coup d'État militaire et fait de la prison pendant plusieurs années, a largement gagné les élections avec le soutien d'une bonne partie de la classe moyenne. Les billions de dollars qui sont tombés sur l'économie vénézuélienne dans les années 2000, du fait du boom des matières premières, ont été utilisés non pas pour investir, mais pour acheter des votes à travers le continent (même Londres, New York ou Boston ont reçu des dons considérables), et pour soutenir Cuba, comme la Bolivie ou l'Argentine des Kirchner. Mais au Venezuela, durant toutes ces années, l'État n'a pas créé une seule industrie ou un seul hôpital. Des centaines d'entreprises ont été saisies. Avec des membres du parti ou de la famille à la barre, incompetents ou inexpérimentés, la plupart d'elles ont rapidement fait faillite. Quand Nicolas Maduro a pris la relève, la fête de l'argent du pétrole était finie, et l'économie s'est retrouvée en difficulté. Actionnant désespérément la planche à billets pour continuer comme si de rien n'était, le gouvernement a provoqué la hausse des taux d'inflation à des niveaux inimaginables : jusqu'à un million pour cent ! Et l'économie, comme vous le soulignez, est revenue cinquante ans en arrière, à 30 % de ce qu'elle a été, avec une production pétrolière à seulement 15 % de ses anciens niveaux.

LIRE AUSSI >> Elizabeth Burgos : "Comme Chavez, Mélenchon pense être le messie du monde"

Comment cela a-t-il pu arriver ? Comment l'opposition n'a-t-elle pas été capable de déloger un gouvernement aussi incompétent (et hautement répressif) durant vingt ans? L'explication tient peut-être au fait que ce n'est pas un gouvernement de gauche avec une opposition de droite. La division traverse tout l'éventail politique. Il y a des chavistas au sein de la droite corrompue (y compris des banquiers et des trafiquants de drogue), du centre opportuniste et de la gauche radicale, soutenus par des milliers de Cubains dans les services de renseignement ou la formation des milices. Ils représentent une équipe solide, soudée par les différents niveaux du pouvoir. Dans l'opposition, on retrouve la droite idéologique, le centre honnête et la gauche pragmatique. Mais c'est une équipe divisée, qui ne s'accorde que sur l'opposition à Maduro. Cela devrait suffire, mais ce n'est hélas pas le cas.

Sur le même sujet

Mais presque toute l'Amérique latine est désormais dirigée par des gouvernements populistes de gauche ou de droite. La première vague populiste a été la conséquence du choix d'imposer des libres marchés sans entraves pour faire face à la dette, au nom d'une mondialisation qui s'est étendue en Asie, mais n'a jamais atteint l'Amérique latine (à l'exception du nord du Mexique). La soi-disant "décennie perdue" a détruit les industries de substitution aux importations, et les espoirs de nombre de personnes pour elles-mêmes comme pour leurs enfants, sans amener en compensation un développement économique significatif. Le désespoir et le ressentiment sont devenus un terreau fertile pour les populistes et leurs promesses. Puis a eu lieu le boom des matières premières, et l'espoir est revenu. Mais les gouvernements ont peu fait pour transformer ces revenus supplémentaires en développement. Quand la crise économique est arrivée, une fois encore, l'avenir s'est assombri, et une deuxième vague populiste a gagné du terrain. Comme en Europe, le centre est fragilisé et dépeuplé, tandis que les promesses d'un changement radical de la part de l'extrême gauche ou de l'extrême droite abondent. C'est en réalité typique de la phase intermédiaire dans la diffusion de chaque révolution technologique. Plutôt que le désespoir, nous devrions ainsi voir ces crises comme des déclencheurs qui pourraient aboutir à un changement institutionnel majeur.